

sich stützenden, Entmündigungsbeschluß gefaßt, so daß seine frühere Schlußnahme dahin gefallen und durch einen neuen Entscheid ersetzt wäre. Es muß sich aber bei Beurtheilung der gegenwärtigen Beschwerde einfach fragen, ob die angefochtenen Beschlüsse, so wie sie gefaßt wurden, mit dem Bundesrechte vereinbar seien. Der nachträgliche Beweis Antrag der Rekurrenten ist demnach unerheblich.

2. Nun stellt die angefochtene Entscheidung des Regierungsrathes des Kantons Luzern einen bundesrechtlich zulässigen Entmündigungsgrund nicht fest. Sie läßt es dahingestellt, ob die Rekurrenten an körperlichen oder geistigen Gebrechen leiden, welche sie zu eigener Vermögensverwaltung unfähig machen und spricht die provisorische Entmündigung derselben aus einem ganz andern Grunde (wegen Renitenz gegen die sanitätsrätliche Untersuchung) aus. Art. 5 des Bundesgesetzes betreffend die persönliche Handlungsfähigkeit kennt nun aber einen derartigen Entmündigungsgrund nicht; unter den in dieser Gesetzesbestimmung limitativ aufgezählten Gründen, aus welchen die kantonale Gesetzgebung die Entmündigung oder Beschränkung der Handlungsfähigkeit Volljähriger anordnen kann, figurirt die Renitenz gegen amtliche Anordnungen im Entmündigungsverfahren nicht und es ist daher eine Entmündigung aus diesem Grunde bundesrechtlich unzulässig. Ueberdem ist klar, daß wegen der Renitenz der Emilie Vogel, sich der sanitätsrätlichen Untersuchung zu unterziehen, niemals die beiden andern Rekurrenten hätten entmündigt werden können. Der Entmündigungsbeschluß des Gemeinderathes von Entlebuch seinerseits führt allerdings an, die Rekurrenten könnten wegen körperlicher und geistiger Gebrechen die ihnen angefallene Erbschaft nicht zu ihrem Vortheile verwalten. Allein diese Begründung ist in die oberinstanzlichen Entscheidung des Regierungsrathes nicht aufgenommen worden und es könnte übrigens in der fraglichen ganz allgemeinen, jeder nähern Bezeichnung der in Betracht fallenden körperlichen und geistigen Gebrechen und ihrer Einwirkung auf die Fähigkeit zur Vermögensverwaltung ermangelnden Bemerkung die Feststellung eines bundesrechtlich zulässigen Entmündigungsgrundes nicht erblickt werden (vergl. Entscheidungen des Bundesgerichtes in Sachen Broger, Amtliche Sammlung XIV, S. 566, Erw. 2).

Ist demnach die Beschwerde für begründet zu erklären, so ist damit selbstverständlich nicht ausgeschlossen, daß nicht die Entmündigung der Rekurrenten ausgesprochen werden könne, wenn durch ein neues Entmündigungsverfahren ein bundesrechtlich zulässiger Entmündigungsgrund festgestellt wird.

Demnach hat das Bundesgericht
erkannt:

Die Beschwerde wird für begründet erklärt und es wird mithin den Rekurrenten ihr Rekursbegehren zugesprochen.

**IX. Haftpflicht
für den Fabrik- und Gewerbebetrieb.
Responsabilité
pour l'exploitation des fabriques, etc.**

25. Arrêt du 26 Mars 1892 dans la cause Grivel.

Par arrêt du 6 Février 1891, le Tribunal fédéral a alloué à Joseph Grivel, à Lausanne, une indemnité de 600 francs en vertu de la loi de 1881 sur la responsabilité civile des fabricants, indemnité due par Jean Lienhard, maître scieur à Lausanne, ensuite d'accident survenu au dit Grivel alors qu'il travaillait pour le compte de Lienhard.

Pour parvenir au paiement de cette valeur, outre les frais d'une précédente saisie-arrêt et d'une saisie immobilière infructueuse, Grivel a, par exploits notifiés le 10 Juin 1891, imposé saisie en mains de Heer-Cramer et C^{ie}, à Lausanne, sur tout ce qu'ils peuvent devoir à Lienhard, et notamment sur le prix du travail exécuté par ce dernier pour leur compte.

A l'audience de l'assesseur vice-président de la justice de paix de Lausanne, remplaçant le juge de paix, le 16 Juillet 1891, le tiers saisi a déclaré devoir à Lienhard la somme de 107 fr. 60.

A la dite audience, l'assesseur vice-président a adjugé à Grivel, pour être appliqué à tant moins de sa créance, la somme susmentionnée.

Par exploits du 23 Juillet 1891 et pour parvenir au paiement de diverses sommes dues par Grivel, le procureur-juré Grec, à Lausanne, agissant au nom de Charles Vuagniaux, à Oron-la-Ville, a pratiqué au préjudice du dit Grivel, en mains de Heer-Cramer et C^{ie}, une saisie sur tout ce que ceux-ci peuvent devoir à Grivel et notamment sur la somme de 107 fr. 60 qu'ils lui doivent ensuite de l'ordonnance d'adjudication du 16 Juillet 1891.

Par ordonnance du 27 Août suivant, le juge de paix du cercle de Lausanne a prononcé l'adjudication en faveur de Vuagniaux de la somme de 107 fr. 60 due par Heer-Cramer et C^{ie} à Grivel en vertu de l'ordonnance du 16 Juillet 1891.

Grivel recourut au Tribunal cantonal lequel, par arrêt du 29 Septembre 1891, après avoir rejeté d'abord un moyen préjudiciel de procédure, opposé par la partie Vuagniaux, et consistant à dire que le recourant aurait dû faire valoir par voie d'opposition la disposition de l'art. 7 de la loi fédérale sur la responsabilité des fabricants, a écarté le recours au fond et maintenu l'ordonnance du 27 Août 1891, par le motif que, pour que Grivel pût invoquer valablement la disposition de l'art. 7 précité, il faudrait qu'il existât un rapport entre la somme saisie en mains de Heer-Cramer et C^{ie} et l'indemnité due par Lienhard, tandis que ce n'est pas le cas en l'espèce, attendu que les fonds que Heer-Cramer et C^{ie} ont reconnu devoir à Lienhard ne proviennent point de l'indemnité allouée à Grivel.

C'est contre cet arrêt que Grivel recourt au Tribunal fédéral, concluant à ce qu'il lui plaise :

1° Annuler l'ordonnance du juge de paix du 27 Août et l'arrêt du Tribunal cantonal du 29 Septembre 1891.

2° Adjuger au recourant contre Charles Vuagniaux les frais de son recours au Tribunal cantonal contre l'ordonnance du 27 Août.

3° Lui adjuger contre Vuagniaux les frais qui lui sont occasionnés par le recours au Tribunal fédéral.

Le recours se fonde sur ce qu'il n'a pas été fait application en faveur de Grivel de l'art. 7 déjà cité, de la loi fédérale sur la responsabilité civile des fabricants, du 25 Juin 1881 et sur ce que ce refus d'appliquer une disposition légale claire et précise constitue un déni de justice.

Invité à présenter ses observations sur le recours, le Tribunal cantonal, par office du 3 Novembre 1891, déclare se référer simplement aux considérants de son arrêt.

Dans sa réponse, Vuagniaux conclut au rejet du recours. Il estime que le moyen tiré de l'art. 7 de la loi fédérale a été présenté trop tard et qu'en tout cas le point soumis à l'appréciation des autorités judiciaires vaudoises étant controversable, il ne saurait être question, en l'espèce, de déni de justice.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

1° L'art. 7 de la loi fédérale sur la responsabilité civile des fabricants, du 25 Juin 1881, stipule que « les créances des » personnes ayant droit à une indemnité contre celui qui est » tenu de la payer ne peuvent être ni cédées à des tiers, ni » saisies valablement. »

C'est là une disposition protectrice et d'ordre public, impérative et sans restrictions, édictée par la loi en faveur des employés et ouvriers blessés dans les locaux d'une fabrique et par son exploitation, et dont l'application doit s'imposer dès le moment où ses conditions se trouvent réalisées.

2° Or tel est bien le cas dans l'espèce, puisqu'il est évident que la créance de Lienhard contre Heer-Cramer et C^{ie} est devenue, ensuite de sa saisie par Grivel à défaut de toute autre valeur saisissable, une partie intégrante de l'indemnité allouée au dit Grivel contre Lienhard par l'arrêt du Tribunal de céans du 6 Février 1891, et que cette somme litigieuse de 107 fr. 60 se trouvait dès lors investie du privilège de l'incessibilité et de l'insaisissabilité, assuré par l'art. 7 précité. En autorisant la saisie postérieure du sieur Vuagniaux sur la même somme, le juge de paix de Lausanne et, après lui, le Tribunal cantonal ont méconnu un droit garanti au recourant par la législation fédérale, et dont la violation donne ouverture à un

recours de droit public au Tribunal fédéral aux termes de l'art. 59 litt. a de la loi sur l'organisation judiciaire.

3° C'est sans aucun fondement que la partie opposante au recours soutient que, pour être recevable, le recours eût dû être précédé d'une opposition à la saisie dans le délai de 30 jours mentionné à l'art. 573 du C. p. c. vaudois. En effet, conformément à la pratique constante du Tribunal fédéral, il importe peu en matière de violation de droits garantis par la constitution ou par la législation fédérales que le recourant ait épuisé tous les moyens de procédure cantonaux et qu'il ait gardé le silence à l'audience du juge de paix du 27 Août 1891. Dans l'espèce, le recours est dirigé en première ligne contre l'arrêt du Tribunal cantonal et comme il a été interjeté dans le délai de 60 jours fixé à l'art. 59 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale, aucune exception de tardiveté ne saurait lui être opposée.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral
prononce :

Le recours est admis et l'arrêt du Tribunal cantonal de Vaud, du 29 Septembre 1891, maintenant l'ordonnance d'adjudication du juge de paix de Lausanne du 27 Août précédent, est déclaré nul et de nul effet. En conséquence, la saisie pratiquée par Grivel en mains de Heer-Cramer et C^{ie} demeure en force, ainsi que l'adjudication de l'assesseur vice-président en faveur du dit Grivel, du 16 Juillet même année.

X. Urheberrecht an Werken der Kunst und Literatur. — Droit d'auteur pour œuvres d'art et de littérature.

26. Urtheil vom 10. Juni 1892 in Sachen
Synnberg und Rüttger.

A. Gebrüder Eglin haben im Jahre 1867 eine lithographische Reproduktion der Siebelbilder auf der Spreuerbrücke in Luzern veranstaltet; diese Siebelbilder sind im Anfange des 17. Jahrhunderts von Kaspar Weglinger gemalt und stellen einen „Todentanz“ dar. Gebrüder Eglin hatten vom Stadtrathe die Bewilligung erwirkt, die Bilder successive von ihren Standorten wegnehmen zu dürfen, um sie dem Zeichner in seinem Atelier zur Verfügung zu stellen. Neben der ersten Ausgabe der lithographischen Bilder in 56 Blättern zum Preise von 25 Fr. gaben sie im Jahre 1883 eine zweite kleinere Ausgabe in 58 Blättern zum Preise von 8 Fr. heraus. Zu Anfang des Jahres 1889 gaben nun auch Synnberg und Rüttger in Luzern eine Reproduktion der Weglingerschen Bilder heraus, ebenfalls in zwei Albums, das eine zum Preise von 20 Fr., das andere zum Preise von 12 Fr. Während die Eglin'schen Bilder in Konturenzeichnungen ausgeführt sind, wurden diejenigen von Synnberg und Rüttger in Kreidemalerei mit Abschattirung gezeichnet, sodann photographisch aufgenommen und im Lichtdruck vervielfältigt. Synnberg und Rüttger hatten sich ebenfalls an den Stadtrath von Luzern mit dem Gesuche gewendet, die Bilder zum Zwecke der Vervielfältigung herunternehmen zu dürfen; der Stadtrath hatte indeß diese Bewilligung mit Rücksicht auf das von den Gebrüdern Eglin herausgegebene Werk verweigert. Gebrüder Eglin erhoben nun gegen Synnberg und Rüttger Privatstrafklage wegen Verletzung des Urheberrechts, indem sie behaupteten, das Werk von Synnberg und Rüttger sei eine bloße Kopie der von ihnen herausgegebenen Bilder. Durch zweistanzliche Entscheidung des Obergerichtes des Kan-